

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

travailleurs frontaliers

les esclaves modernes

p. 3

EDITORIAL

L'affaire du Jumbo Jet détourné par les Japonais du groupe extrémiste « Armée rouge » s'est assez bien terminée pour les passagers. Elle n'en est pas moins inquiétante.

La nationalité des auteurs du « rapt » est lourde de signification. Dans un pays comme le Japon qui incarne par excellence la croissance ivre d'elle-même, le prométhéisme du développement, se manifestent tous les signes de ce que Georges Friedmann appelle le « grand déséquilibre ». Cruauté, mépris de la mort, culte de l'acte gratuit caractérisent ces « enfants perdus » japonais enga-

gés par romantisme au service de la cause palestinienne. Ne mésestimons pas la contagion de la violence que de tels actes peuvent entraîner dans une société aussi fragile que la nôtre.

L'aboutissement final du périple de l'avion fou est aussi significatif. La Libye ! La Libye du colonel Khadafi qui est en ce moment particulièrement en pointe dans la lutte contre Israël. Khadafi, ce « moraliste qui ne croit qu'en l'Islam », rêve de recréer l'« oumma », la communauté temporelle et spirituelle des musulmans. D'où la spectaculaire marche des Libyens sur le Caire, les anathèmes à l'égard du roi du Maroc accusé de ne pas respecter l'intégrisme islamique, les relations aigres-douces avec la Tunisie qui souhaite une négociation avec Israël.

Tout ceci peut déboucher sur l'outrance et la démesure. Il appartient dans une certaine mesure à la France qu'il en soit autrement.

Notre pays entretient de bonnes relations avec la Libye. Il bénéficie au Maghreb du rayonnement de sa langue. Des rapports nouveaux semblent s'esquisser avec le gouvernement d'Alger par-delà un passé douloureux et encore proche dans l'esprit de beaucoup, mais qui ne doit pas nous faire oublier nos possibilités d'avenir avec le Maghreb. La France a donc des atouts limités mais réels pour faire aboutir une médiation au Proche-Orient et un équilibre en Méditerranée. Il ne lui manque que la patience et le temps. Ce dont le régime est totalement dépourvu.

N.A.F.

brèves

u.s.a.

le prince du sang recule

M. Poniowski, promoteur du projet de loi autorisant l'avortement, a gagné ainsi le beau titre de « Prince du sang ». Mais le voici plus hésitant dans ses projets. On sait que circule actuellement une pétition de femmes réclamant de nombreuses mesures sociales en faveur de la mère et de l'enfant et refusant l'avortement. (La N.A.F. accorde d'ailleurs tout son soutien à cette pétition et encourage vivement ses lectrices à la signer.)

Le Prince du sang a compris que sa politique d'assassinat légal risquait d'indisposer les électrices. Aussi annonce-t-il maintenant un programme d'aide sociale à la mère. Continuons la lutte : le pouvoir recule, il capitulera.

La « démocratie » américaine devient la risée de tous les autres peuples.

L'affaire du Watergate prend une bien vilaine tournure pour Richard Nixon. Non seulement il est accusé d'avoir fait espionner l'état-major du parti démocrate, mais les révélations d'un employé de la Maison Blanche ont fait découvrir que le Président faisait enregistrer toutes les conversations qu'il pouvait avoir. Après avoir refusé de comparaître devant la commission sénatoriale d'enquête, Nixon vient d'être sommé de se présenter devant la Cour Fédérale. En cas de refus, il pourrait être traduit en Cour Suprême pour désobéissance au Congrès.

Ce qu'il adviendra de Richard Nixon nous importe peu. En revanche, nous nous félicitons de voir s'effondrer un peu plus le « modèle » institutionnel américain. L'extrême-droite a belle mine, maintenant, elle qui a présenté une image idyllique des Etats-Unis défenseurs et héros de l'Occident.

La fiction se dissipe. La démocratie américaine, qui a été la première à se réclamer des grands principes, en concentre en fait tous les germes de mort.

C'est aux Etats-Unis que l'on pratique le plus systématiquement le viol de la vie privée à des fins électorales, que F.B.I. et C.I.A. instaurent un système d'espionnage qui, pour être plus ingénieux, n'en est pas moins presque aussi efficace que celui de l'U.R.S.S.

Et le remède est pire que le mal. La commission sénatoriale prétend obliger le Président à rendre publics ses enregistrements, y compris ses conversations les plus secrètes avec des chefs d'Etat étrangers. Ceci au mépris des intérêts les plus élémentaires de la diplomatie américaine !

Les Américains se veulent un exemple de civilisation pour l'univers. L'affaire du Watergate en fait la risée de tous les autres peuples.

lecanuet...

• Le R.P. Lecanuet a divorcé spectaculairement d'avec J.-J. S.-S. Trois motifs à cette brouille : Lecanuet est excédé des initiatives fantasques de J.-J. S.-S. ; il est furieux de voir que le député de Nancy monopolise la direction du mouvement réformateur ; enfin, Lecanuet qui à l'âge de 58 ans, n'a jamais été ministre sauf dans l'éphémère cabinet Pflimlin à la fin de la IV^e République, rêve d'un maroquin. Ce qui le conduit à prendre la défense de la force de frappe. Devenu vieux, le diable se fait ermite.

économie : un équilibre instable

Comme chaque mois, la publication de l'indice des prix I.N.S.E.E. déconcerte un peu plus. Les faits sont là : avec une hausse des prix de détail de 0,8 % pour le mois de juin, la hausse globale atteint maintenant 7,4 % et même 8,6 % si on exclut l'effet de la baisse des taux de T.V.A. ! Et pourtant les réactions sont rares. L'opinion publique semble maintenant presque totalement anesthésiée. On en arrive à s'habituer à l'inflation alors qu'elle n'assure qu'une prospérité fort artificielle. Bien entendu la situation économique internationale intervient pour une bonne part dans le phénomène. Les facteurs purement internes ne sont pas pour autant négligeables. Faute de l'admettre, le gouvernement laisse faire et se refuse d'employer les armes qui sont à sa disposition. Il est vrai que l'expérience des pays voisins, Allemagne, Angleterre, Italie, n'est pas très concluante et ne l'incite pas à prendre des décisions courageuses.

Restreindre le crédit c'est pratiquer une politique d'argent cher et partant attirer les capitaux étrangers en mettant sa propre monnaie en difficulté.

Bloquer les prix nécessite un contrôle souvent peu efficace et dont les conséquences sont mal maîtrisées.

Reste la politique budgétaire. On nous annonce une augmentation de 12 % des dépenses budgétaires. Mais la présentation des grandes masses du projet de budget 1974 est assez imprécise pour que l'on reste dans le vague quant à son financement réel.

Pour certains ce budget apparaît alors comme « étriqué, incertain, hésitant entre le soutien actif de l'expansion et la lutte décisive contre l'inflation » (Les Echos, 26 juillet 1973). Pour d'autres, « submergé par le coût de ses promesses, le gouvernement n'a pas su se montrer rigoureux » (Le Monde, 26 juillet 1973). Cela est pour le moins vraisemblable. Politiquement, un tel gouvernement ne peut lutter contre l'inflation.

Peut-il au moins lutter contre ses causes externes ? M. Messmer l'a affirmé, en réponse à une question écrite de Mitterrand, la France sera représentée à Tokyo. C'est-à-dire que notre pays accepte de participer aux négociations commerciales du G.A.T.T. Bien sûr on exprime des regrets pour les parités définies au mois de février dernier et qui « auraient dû permettre, dans un délai raisonnable, un retour à l'équilibre du système mondial des paiements ». Comme chacun sait il n'en a rien été. Au contraire. Et plutôt que de poser le préalable monétaire on tient à être présent à la table des négociations après avoir admis que la position française est très ouvertement battue en brèche par les « partenaires » européens. Bien sûr on a abouti à un compromis encore acceptable. Malgré tout la position française est loin d'emporter l'adhésion de ceux qui théoriquement sont intéressés au premier chef par un retour à la stabilité monétaire. Pourrait-il en être autrement ? On affirme alors que faute d'une solution mondiale la France chercherait une solution européenne, et qu'en dernier ressort elle pourrait conduire à des « mesures extrêmes ». Acceptons-en l'augure.

Mais il ne peut être cédé que l'économie mondiale, comme l'économie française, est actuellement dans un équilibre instable générateur de troubles graves. Il n'est que temps de choisir entre la « libéralisation du commerce mondial » défini par M. Messmer comme l'objectif premier des négociations de Tokyo, et la voix de l'intérêt national, c'est-à-dire de la prospérité des Français. Les deux positions ne sont pas radicalement antinomiques, leur conjugaison ne peut avoir qu'un facteur commun, une politique à long terme.

P. D'AYMERIES.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

les esclaves modernes

Les migrations frontalières viennent de révéler leur aspect essentiel : la dépendance totale de milliers de travailleurs à des employeurs étrangers.

« Phénomène conjoncturel » pour nos ministres, le problème des travailleurs frontaliers français est devenu, aujourd'hui, une réalité économique aux implications fort claires. 80.000 Français habitant dans les régions de l'Est vont chaque jour travailler de l'autre côté de la frontière, attirés par de plus hauts salaires. En augmentation rapide, ce chiffre a doublé ces quatre dernières années. On comprend donc l'inquiétude des frontaliers français après la menace suisse de limiter son contingent de travailleurs frontaliers. Une récente décision du gouvernement de Berne, soumise actuellement pour consultation aux cantons, vient en effet de définir les nouvelles conditions d'embauche en Suisse : habiter à moins de 15 kilomètres de la douane et y résider depuis plus de six mois. 5.000 frontaliers haut-rhinois, visés par cette menace, risquent de perdre leur emploi.

Placées jusque là sous le signe d'un laissez-passer idyllique, les migrations frontalières viennent de révéler leur aspect essentiel : la dépendance totale de milliers de travailleurs à des employeurs étrangers disposant à leur gré de leur force de travail et la dépendance économique des régions frontalières françaises dont la situation économique est directement conditionnée par cet environnement.

SOUS-DEVELOPPEMENT FRANÇAIS ?

Un dossier complet étant en préparation, cet article vise seulement à ouvrir le débat et à exposer les divers aspects du problème dont les implications sont multiples. Car au-delà des aspects salariaux, fiscaux ou sociaux, c'est toute la critique de la centralisation qu'il faudra entamer, ce sont les dangers des imbrications économiques entre des nations inégales que nous analyserons.

Il y a six mois, à la demande du gouvernement, la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire (C.N.A.T.) publiait une très intéressante étude sur la situation des zones frontalières. « C'est l'ensemble de la politique nationale d'aménagement du territoire et du développement régional qui est interpellé par l'ouverture des frontières. La compétitivité de nos régions frontalières, le rayonnement de leurs centres urbains, l'attractivité de leurs sites, constituent autant de tests d'adaptation du pays à l'ouverture accrue des frontières ». La réponse à ces tests est bien pessimiste : l'exode des travailleurs frontaliers, dit la C.N.A.T., est le révélateur d'un état de dépendance d'un certain nombre de régions françaises, dû à un retard dans leur croissance économique par rapport à leur vis-à-vis.

Les raisons de cet exode sont claires : un retard français dans le développement de ces régions frontalières confrontées au dynamisme attractif de nos voisins. L'appât des salaires élevés, l'absence de politique d'industrialisation dans certaines régions poussent les frontaliers à se rendre de l'autre côté de la frontière. C'est ainsi que se créent de véritables *no man's lands industriels* : dans la zone frontalière de Moselle

par exemple, il est impossible de trouver de la main-d'œuvre. L'usine Citroën de Metz, en extension rapide du fait de l'abandon des installations parisiennes, a de grandes difficultés pour recruter les 1.800 ouvriers indispensables. Les conséquences secondes de cet exode sont beaucoup plus importantes, quoique moins visibles. Les ouvriers qui vont travailler à l'étranger ont pour la plupart une qualification précise ; or il a été calculé que, pour tourner, une entreprise doit avoir un minimum de 15 pour cent de son personnel qualifié. Ainsi lorsque 100 ouvriers qualifiés sont recrutés en Allemagne, ou en Suisse, cela représente une perte sèche d'environ 700 emplois pour la région frontalière. Ce qui ne fait qu'accentuer le phénomène d'exode.

Cette pression étrangère sur le marché de la main-d'œuvre frontalière est telle qu'un certain nombre d'industries voient leur production en perpétuelle désorganisation. Des « agents recruteurs », comme en Prusse au 18^e siècle, viennent attendre les ouvriers français à la sortie de leurs usines et leur font signer des contrats d'embauche. Un incident récent a d'ailleurs mis à jour cette pratique : des agents recruteurs allemands en opération dans le nord de l'Alsace ont été reconduits de force à la frontière par la population locale.

De toute la France, des Vosges, d'Auvergne, du Dauphiné, l'on vient s'installer dans le sud de l'Alsace, la région des Trois-Frontières, afin de pouvoir travailler en Suisse. La construction, l'enseignement, la formation professionnelle qui se font dans cette *zone-dortoir* sont à l'entier bénéfice de la Suisse. Le C.E.T. de Saint-Louis par exemple est réputé pour former les ajusteurs des industries bâloises. La question des impôts vient encore accentuer les déséquilibres existants. Face aux avantages qu'engendre pour les économies et les finances étrangères la migration quotidienne des frontaliers, les communes-dortoirs françaises doivent supporter à ce titre des charges de plus en plus lourdes. Les frontaliers versent en effet des impôts en Suisse et en France ; mais les communes ne bénéficient ni des uns ni des autres. Un accord très limité a pourtant été signé entre Genève et la Haute-Savoie au début de l'année à ce sujet : mais il s'agit plus d'un don gratuit suisse que de l'amorce d'une coopération entre les deux parties. La dépendance des zones frontalières apparaît ainsi toujours aussi étroite.

UN AVERTISSEMENT

Mais qui sont ces frontaliers ? Esclaves modernes, ils viennent de partout, sont prêts à aller partout, le seul critère motivant étant le salaire élevé que leur verse un employeur étranger, utilisant au maximum et sans garantie leur force de travail. Qu'importe de faire quatre heures par jour en car pour aller du fond d'une vallée vosgienne jusqu'à une grande banlieue bâloise, qu'importent les conditions de travail plus dures qu'en France, les avantages sociaux et familiaux moins importants, l'absence de garantie d'emploi. On travaille en Allemagne ou en Suisse pour gagner le maximum d'argent ; on reviendra plus tard. Les entreprises étrangères jouent d'ailleurs sur ce phénomène : elles

embauchent de jeunes ouvriers, formés en France aux frais de l'Etat et des entreprises, utilisent leur volonté d'enrichissement pour les faire travailler au maximum, jusqu'à ce qu'ils lâchent le rythme. Les industries frontalières françaises sont donc dans une situation très difficile : elles se chargent de la formation des jeunes et de leur réemploi, une fois leur expérience à l'étranger terminée.

Pourtant les offres d'emplois dans l'industrie alsacienne sont très nombreuses ; la progression de ses salaires y est la plus forte de toute la France. L'Alsace aurait les moyens de s'assurer un épanouissement assez attractif : elle dispose des moyens pour rétablir l'équilibre compromis. « Il suffirait de la mise en place rapide de certains équipements de base. On se trouve là devant une situation d'attente, où le phénomène peut même un jour devenir réversible » déclarait le Président de l'Amicale des frontaliers, M. Tochot. Les associations de frontaliers sont en effet parfaitement conscientes du fond du problème. Les frontaliers vont travailler à l'étranger parce qu'ils ne peuvent trouver des situations favorables sur place. En décembre dernier, « La N.A.F. » avait dénoncé au moment de la grève des M.D.P.A. (1), l'absence totale de politique de reconversion sur le bassin potassique, épuisé d'ici 30 ans. On comprend parfaitement que les enfants des mineurs préfèrent travailler en Suisse plutôt que d'hypothéquer leur avenir sur des promesses électorales. Le problème est identique pour les vallées vosgiennes où pourtant des expériences très intéressantes de créations d'industries nouvelles ont été réussies.

Sous la pression de sa « droite nationale » (l'initiative Schwarzenbach en 1970, visant à une limitation de toute immigration, avait obtenu 43 % des voix) et des syndicats (voulant préserver de hauts salaires aux travailleurs suisses) le gouvernement helvétique menace la situation de milliers de Français. Il est cependant fort vraisemblable que cette mesure ne sera pas appliquée ; mais la volonté suisse doit au moins faire prendre conscience aux pouvoirs publics français de l'importance du problème. La nervosité a d'ailleurs gagné tous les milieux frontaliers ; les commissions multinationales, chargées d'étudier le dossier, prouvent sans cesse leur inefficacité. Il n'y a qu'une seule politique à mener : attaquer les racines mêmes de la fragilité économique de nos provinces de l'Est. Le rapport de la C.N.A.T. envisageait un ensemble de mesures : aides et subventions à l'industrialisation ; soutien des salaires locaux ; politique de modernisation et de diversification des investissements ; réforme des finances locales, etc. Il s'agit de donner des moyens suffisants aux régions frontalières pour se défendre. « Il semble que la politique nationale de déconcentration et de décentralisation doive souvent retenir les régions frontalières comme zones privilégiées d'expérimentation et de mise en œuvre les plus audacieuses de certaines réformes (autonomie financière et regroupement des collectivités locales) », concluait le rapport de la C.N.A.T.

C'est d'ailleurs l'avis unanime des collectivités et associations régionales : il s'agit de faire preuve d'audace. Mais l'audace n'est-elle pas irrémédiablement absente du système gestionnaire qui nous régit ? L'audace n'implique-t-elle pas une liberté de manœuvre et une imagination à laquelle la politique au jour le jour de ces dernières années ne nous a guère habitués ? Tant que la liberté, l'audace et l'imagination n'auront point retrouvé leur place au cœur de l'Etat, il n'est pas raisonnable d'espérer libérer les régions frontalières de la domination étrangère.

Bernard ROEMER.

(1) Mines de Potasses d'Alsace.

entretien avec paul balta

«Une politique arabe»

N.A.F. — Paul Balta, vous venez de publier un livre sur la politique arabe de la France à la Bibliothèque Arabe. Pourquoi avez-vous choisi un éditeur aussi peu connu, au risque que votre livre passe inaperçu ?

P.B. — Ce n'est pas moi qui ai choisi la Bibliothèque Arabe, mais c'est son directeur, Pierre Bernard, qui après avoir lu mes articles parus dans *Paris-Presse* et surtout deux longs articles dans la *Revue de Défense Nationale* (1) a eu l'idée de me demander ce livre. D'autre part, nous avons vendu en deux mois et demi 3.000 exemplaires, ce qui pour un livre sur ce sujet, est un bon résultat.

Il faut de plus remarquer que la Bibliothèque Arabe vient combler une lacune. Alors que la France a 1.000 ans de tradition de relations amicales avec les pays arabes, il manque de bons livres actuels sur les pays du Proche-Orient (sauf des documents confidentiels comme celui édité par la C.F.P. sur certains pays du Golfe Persique et sur la Libye). La Bibliothèque Arabe a la volonté d'être axée sur les problèmes contemporains (littéraires et économiques) et sur le grand public. C'est une excellente initiative.

N.A.F. — Vous avez écrit ce livre en collaboration avec Claudine Rulleau, votre épouse, pourquoi ?

P.B. — C'est tout d'abord la preuve d'un parfait accord sur la ligne générale d'une politique et une vision commune des événements. De plus, étant journaliste, je n'aurais jamais eu seul le temps de trouver l'ensemble de la documentation historique, économique, pétrolière. Surtout si l'on considère que ce travail de compilation n'avait jamais été réalisé. Nous avons eu des discussions permanentes au cours de l'élaboration de ce livre qui est réellement un travail d'équipe. Il faut constater que les statistiques que l'on trouve sur les pays arabes sont disséminées et peu concordantes.

N.A.F. — Pourquoi ces statistiques n'ont-elles jamais été livrées au public ?

P.B. — Elles existent mais il faut les chercher, les trouver, les publier. La raison est essentiellement politique : soit par manque de réalisme, soit par mauvaise volonté. La plupart des observateurs ne se rendent pas compte de l'importance des pays arabes. Ceux qui s'en rendent compte n'en veulent pas car elles ne viennent pas confirmer leur vision du monde surtout quand ils sont des partisans de la politique atlantique.

N.A.F. — Vous êtes né en Egypte, est-ce pour cela que vous êtes passionné pour les problèmes arabes ?

P.B. — Ma mère était égyptienne, j'ai vécu dans mon enfance en Egypte dans une famille très occidentalisée, mais j'ai dès mon adolescence trouvé ce pays très attachant. Certes je me suis intéressé à d'autres parties du monde, notamment au Québec et aux rapports Est-Ouest, mais il est vrai que le monde arabe et la Méditerranée sont au centre de mes préoccupations. Il s'agit d'un monde en pleine muta-

tion qui vit en accéléré le passage du Moyen-Age au XX^e siècle, et dont le renouveau culturel peut être un apport à l'humanisme.

N.A.F. — Né dans une colonie, vous avez pris le parti des indépendances nationales, pourquoi ?

P.B. — Comme je vous le disais, j'ai vécu en Egypte dans un milieu cosmopolite qui avait souvent un profond mépris pour les pays qu'il occupait, pour leurs langues, pour leurs civilisations. Au cours de mon adolescence j'ai commencé à découvrir les réalités arabes et à en prendre conscience. C'est donc par attrait culturel et par réalisme politique que j'ai été amené à prendre les options que j'ai choisies.

Le climat culturel se situe à plusieurs niveaux : d'une part la production littéraire, d'autre part la culture dont sont porteurs les gens les plus simples, cette sagesse, ce sens de l'hospitalité, cette civilisation vécue par les plus humbles. Les Arabes s'ouvrent dès qu'ils sentent que l'on a de la sympathie pour eux, en cas d'antipathie, ils se ferment et ont des réactions peu compréhensibles pour nous.

N.A.F. — Le premier chapitre de votre livre est consacré à l'histoire de notre pays dans ses rapports avec les pays arabes. Vous prouvez une parfaite continuité dans la tradition diplomatique française ?

P.B. — Depuis Charlemagne et surtout François I^{er}, une ligne politique a été choisie, faite de rapports d'égalité et de compréhension. Cette politique a été suivie et reprise par tous les régimes : la monarchie tout au long de son règne, puis par les régimes qui lui ont succédé jusqu'au Second Empire où apparaît le courant colonisateur. Cette diplomatie a deux pôles essentiels : l'Europe et la Méditerranée dans laquelle le monde arabo-musulman tient une place majeure.

N.A.F. — Mais la Révolution n'a-t-elle pas été impérialiste ?

P.B. — C'est toute l'ambiguïté de l'expédition de Napoléon en Egypte : il y a bien sûr l'aspect conquête que dénonce la Charte Fondamentale Egyptienne de 1662, mais il y a parallèlement l'exaltation du passé égyptien et l'apport scientifique auquel la même charte rend hommage.

N.A.F. — C'est donc avec la III^e République que le courant colonisateur que nous avons connu apparaît ?

P.B. — La période était au colonialisme dans l'ensemble du monde. C'était donc une nécessité stratégique pour la France de participer au courant de colonisation. Mais il faut, à cette époque, séparer deux courants qui existèrent, d'une part un courant généreux chez les explorateurs et les religieux, et d'autre part un courant mercantiliste. Ces deux courants ont existé parallèlement, le second ayant rapidement pris le dessus.

N.A.F. — Mais ne pensez-vous pas que la colonisation française n'a pas eu le

caractère nocif de la colonisation anglo-saxonne ?

P.B. — C'est exact.

N.A.F. — Nous voyons dans l'attitude de la France une rupture à partir de 1962. Cette attitude est imposée par le Général De Gaulle contre tous, même parfois ceux qui soutiennent sa politique ?

P.B. — Cela est dû au fait que le Général était très attentif à la tradition. Et effectivement il renoue, après 1962, avec une tradition parce que cette tradition recouvre des réalités. D'autre part il souhaitait dégager la France et la Méditerranée de toutes les hégémonies extérieures. C'est une vision stratégique pour l'an 2000. Mais d'autre part, comme vous me le faites remarquer, il n'a pas eu, en ce domaine, que des succès, notamment en Turquie et en Iran, deux pays qui restent très attachés pour l'un à l'O.T.A.N. et pour l'autre aux Etats-Unis. C'est dans le monde arabe qu'il a trouvé le plus d'échos.

N.A.F. — Pensez-vous que l'on peut parler de continuité entre De Gaulle et Pompidou ?

P.B. — La France a toujours eu une tradition humaniste et généreuse, mais il est normal

QUI EST PAUL BALTA ?

Né à Alexandrie en 1929, Paul Balta, aujourd'hui journaliste au journal « Le Monde », est un spécialiste des problèmes du Proche-Orient.

Ancien chef du service politique de « Paris-Presse l'Intransigeant », il vient d'être nommé correspondant du « Monde » à Alger.

Au moment où les problèmes arabes retrouvent dans la presse française une actualité accrue, il nous a paru intéressant d'interroger un spécialiste de ces problèmes. Paul Balta a écrit et fait paraître en avril 1973, à la Bibliothèque Arabe, un livre passionnant : « La Politique arabe de la France de De Gaulle à Pompidou » (1).

Qui mieux que lui pouvait nous aider à découvrir ce monde en ébullition, si mal compris de la plupart de nos compatriotes. C'est pourquoi nous avons cru bon, comme nous l'avons fait dans le passé en interrogeant Gilles Martinet, Philippe de Saint-Robert ou Serge Mallet, d'aller le questionner.

Les opinions émises dans cet entretien n'engagent que leur auteur. Même si elles correspondent souvent à notre propre vision des problèmes arabes, elles valent surtout comme témoignage d'un des meilleurs spécialistes vivants du monde méditerranéen.

Marc BEAUCHAMP.

(1) Sindbad, 1, rue Feutrier, 75018 Paris.

be pour la france»

que la France parallèlement défende ses intérêts économiques. Si le mercantilisme est condamnable, il n'en est pas de même des échanges équitables qui ont lieu entre les peuples. Pompidou a une vision moins « planétaire » que le Général mais il insiste plus sur le côté pragmatique et sur les échanges économiques. Cependant il existe en France un courant mercantiliste dont il ne se défend peut-être pas toujours assez. Et il faut regretter que nos industriels ne cherchent pas plus à s'implanter dans le monde arabe. Malgré toutes les tentations qui pourraient se présenter, le sommet Nixon-Brejnev obligera le gouvernement de Pompidou à poursuivre la politique arabe de la France, parce que celle-ci est une fois encore fondée sur des réalités.

N.A.F. — Vous parlez de la timidité des Industriels français, à quel est-elle due d'après vous ?

P. B. — Bien que la France soit le premier fournisseur des pays du monde arabe et surtout du Maghreb, il reste beaucoup à faire. La timidité des industriels est due surtout à un manque d'information. On présente généralement le monde arabe comme incertain. Pourtant les autres pays et notamment les Etats-Unis et le Japon, eux, s'y précipitent. C'est donc qu'ils y trouvent leur compte.

La création d'une Chambre de Commerce franco-arabe est, à ce sujet, extrêmement importante, mais les industriels français n'ont pas encore suffisamment su utiliser cet instrument.

N.A.F. — Vous parlez dans votre livre du problème de l'immigration ?

P. B. — De part et d'autre de la Méditerranée, il y a une volonté très nettement affirmée de contrôler l'immigration. Ce contrôle est bien fait du côté arabe et l'on ne connaît pas de cas notable d'immigration sauvage en provenance du Maghreb. Au niveau des Etats il est important de prévoir le seuil maximum pour ne pas créer des tensions entre la communauté française et ses hôtes, et de ne pas dépasser ce seuil acceptable.

Je dois cependant ajouter que je ne pense pas que les travailleurs immigrés soient pour l'instant la cause réelle des manifestations de racisme. Celui-ci est, à mon avis, beaucoup plus dû aux blessures de la guerre d'Algérie et au conflit israélo-arabe, et d'une façon générale à la méconnaissance du monde arabe.

De plus, il faut que l'Etat prévoie des structures d'accueil pour les travailleurs immigrés. A ce sujet je crois que l'Etat devrait envisager l'enseignement de l'arabe pour les enfants d'immigrés. Ceci pour deux raisons : l'exemple des Etats-Unis nous prouve que les populations déplacées s'intègrent beaucoup mieux quand elles ne sont pas coupées de leurs racines, d'autre part, pour ceux qui retourneront dans leur pays, ils ne seront pas coupés de leurs frères (surtout si l'on tient compte de l'effort d'arabisation entrepris en Algérie). La double culture qu'ils auront ainsi acquise facilitera les rapports ultérieurs des deux pays.

N.A.F. — Puisque nous avons l'occasion de discuter avec un observateur, particulièrement au fait de l'actualité arabe, pourriez-

vous nous donner votre interprétation du différend qui oppose la Libye du Colonel Khadafi et l'Egypte du Président Sadate quant à leur prochaine fusion ?

P. B. — En ce qui concerne l'unité entre l'Egypte et la Libye, je crois qu'elle ne peut être qu'utile aux deux pays. En effet, des unions régionales de ce type ne peuvent être qu'une garantie de leur indépendance et peut faciliter l'indépendance de l'Europe. Cependant on constate qu'entre ces deux pays, malgré de nombreux points communs, des divergences existent encore. L'expérience d'union égypto-syrienne et son échec a échaudé le Caire alors que pour sa part Khadafi souhaite une union rapide, il est par tempérament plus enthousiaste. Je crois que l'on aurait tort de ne pas prendre au sérieux le colonel Khadafi et de voir en lui un pantin. Il y a dans sa politique une profonde unité, mais les Egyptiens, pour leur part, ne peuvent que difficilement accepter la conception

très islamique de Khadafi. Khadafi a la volonté de rendre vivant l'Islam, mais pendant son âge d'or l'Islam a été très ouvert et très tolérant, d'une part sur son sol même, entre chrétiens, juifs et musulmans, à l'extérieur avec les autres cultures.

On peut se demander si Khadafi est très fidèle à cette vision. Comment pourra-t-il concilier cette tradition de tolérance et la récusation du monde occidental ? Cependant il serait absurde de rejeter Khadafi en ironisant sur son comportement. Il y a, je le répète, une profonde cohérence dans sa pensée qui mérite examen et réflexion. En ce qui concerne le discours du 24 juillet, Khadafi a dit aux Egyptiens de profondes vérités, mais il a surtout tenu à ne pas couper les ponts. Il faudra voir comment les rapports vont évoluer avant de porter un jugement définitif sur la volonté libyenne de fusion rapide avec l'Egypte.

(1) Mai-juin 1970.

« le projet royaliste »

Depuis plus de deux ans, la « N.A.F.-Hebdo » commente chaque semaine l'actualité.

Bien souvent, nos lecteurs ignorent le pourquoi de nos positions qui leur apparaissent parfois comme arbitraires. C'est qu'il n'est pas possible de rappeler à chaque instant le « corpus doctrinal » ni l'analyse stratégique qui fondent nos critiques et nos propositions.

Voilà pourquoi Bertrand Renouvin a écrit le « Projet royaliste », livre de synthèse exposant les raisons de notre combat.

La lenteur et l'inertie des maisons d'édition nous amènent à mettre le « Projet royaliste » en souscription pour une parution début décembre 1973. Le succès de ce livre repose donc sur chacun de nos lecteurs. Sachez que nous avons déjà réuni plus de la moitié des souscriptions nécessaires au financement du projet.

Souscrivez AVANT DE PARTIR EN VACANCES en remplissant le bon ci-dessous et en joignant le règlement (I.P.N. Diffusion - C.C.P. La Source 33.537-41).

D'avance, merci.

Je soussigné

Adresse

..... Code postal

désire recevoir exemplaire(s) de l'édition courante au prix de 15 F.

et vous adresse ce jour la somme de francs par chèque bancaire, chèque postal (1).

Fait à le 1973.

Signature :

Bulletin de souscription
à retourner

à l'Institut de Politique Nationale
B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01

(1) La souscription sera close le 30 octobre 1973.

marcellin et la police : un faux remède

M. Marcellin semble ignorer que la violence ne se réduit pas à l'action des groupuscules politiques extrémistes.

La police est décidément à l'ordre du jour.

Après le meeting d'Ordre Nouveau et la provocation qui lui était liée, voici que M. Marcellin fait rebondir le débat en doublant la participation des communes aux frais d'entretien de la police d'Etat.

Les maires des grandes villes ont eu une réaction franchement négative. Vingt-quatre municipalités (dont Lyon, Toulouse, Le Havre, Marseille, Lille, Amiens, Limoges, Montpellier, Nancy, Metz, Mulhouse, Charleville-Mézières), ont refusé de payer l'augmentation de la redevance. D'autres, sans aller jusque-là, ont fait connaître leur mécontentement.

LES MAIRES CONTRE MARCELLIN

Pour conjurer les remous, M. Marcellin a éprouvé le besoin de faire connaître son point de vue. Il a argué de l'augmentation de la population administrée par la police d'Etat (51 %) alors que les effectifs n'ont augmenté que de 14 %.

Par ailleurs « chacun a pu constater que de nombreuses manifestations auparavant pacifiques dégénèrent maintenant en manifestations violentes... Ainsi une manifestation qui réclamait approximativement un policier pour cinq manifestants, demande à l'heure actuelle un chiffre d'effectifs beaucoup plus élevé ».

Il s'agit, dans une période agitée où les contestations sont nombreuses, de renforcer systématiquement les forces de l'ordre.

On comprend le souci du ministre de l'Intérieur : éviter l'émeute. Mais il est certain que M. Marcellin a le goût de la dramatisation et l'obsession du complot. On peut se demander dans ces conditions s'il n'a pas avant tout le souci de vider des abcès en provoquant des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre tapageusement déployées.

Mais il y a plus grave. M. Marcellin ne semble pas se rendre compte que la violence ne se réduit pas à l'action des groupuscules politiques extrémistes.

ET LA DELINQUANCE ?

C'est sur ce terrain qu'attaquent les maires des grandes villes. Ils réclament une action prioritaire sur le maintien de la sécurité dans les agglomérations, action qui doit passer avant le souci de réprimer les manifestations.

Le fait est que notre époque se caractérise par le développement d'une violence polymor-

phe. On joue souvent « l'orange mécanique » au naturel dans nos villes. Dans les bals, par exemple, où des bandes se forment et s'affrontent à propos de n'importe quoi : un mort au Havre pour le 14 Juillet, cinq blessés dans l'Oise, 24 blessés à Aubergenville (Yvelines), etc.

Mais on voit aussi des promeneurs nocturnes attaqués, frappés, violentés. Il n'y a aucun motif à ces agressions, pas même le vol. Ou plutôt si : il existe un irrépressible besoin de défouler son agressivité, de se réaliser en effectuant un acte gratuit de violence.

Face à cette montée de l'agressivité, la police ne peut faire face car ses effectifs n'ont pas progressé proportionnellement à l'urbanisation accrue, quand ils n'ont pas diminué. Il n'y a plus que 604 gardiens de la paix à Lille contre 1.250 en 1945 ! A Lyon, malgré un gonflement considérable de l'agglomération, le nombre des gardiens n'est passé qu'à 2.182 contre 2.103 en 1946. La nomination d'un préfet de police à Lille, Lyon, Marseille n'a sûrement pas résolu cette carence en effectifs. Comme le proclament les élus lillois : « mieux vaut une centaine de policiers qu'un préfet ».

Faute de personnel, faute d'allocations suffisantes en carburant, les policiers font des rondes beaucoup trop espacées dans les banlieues où la délinquance est la plus forte. Cette délinquance semble d'ailleurs augmenter de façon exponentielle par rapport à la progression de la population. Ainsi, tandis que la population de l'agglomération parisienne progressait de 12,9 % entre 1964 et 1968, la délinquance s'accroissait dans le même temps de 50,61 %.

UN PROBLEME DE CIVILISATION

Cette constatation montre que la question de la paix dans les villes ne saurait se réduire à un problème purement policier. La paix est « la tranquillité de l'ordre ». Elle est donc incompatible avec le jungle urbaine d'aujourd'hui. Chaque jour, des millions de Parisiens, des centaines des milliers de Lillois, de Lyonnais, de Marseillais ou de Havrais se côtoient et s'entassent sans se connaître, soit dans le métro, soit dans un autobus, les usines ou les grands magasins. Le soir venu, ils se retrouvent enfermés dans leur solitude. C'est oublier que l'homme a besoin de son semblable, est attiré par lui. Mais cette attraction ne peut se manifester dans la ville par une amitié, par une sociabilité développée dans des forums des agora ou des communautés de voisinage.

La pratique du « zoning » qui consiste à séparer secteurs de travail, secteurs d'habitat et secteurs de loisirs a fait éclater le quartier, réduit les grands ensembles à la seule fonction de l'habitat. Ne nous étonnons pas alors de voir l'être s'extérioriser par la violence. Maurras contait dans le *Colloque des Morts* « Solitaire, égoïste, misanthrope, prétendu insensible, il n'est pas un cœur d'homme qui soit indifférent à la nécessaire présence, à la substance indispensable de son reflet vivant ; il y est attiré par un appétit moral indomptable. Si ce n'est pas pour le traiter avec douceur, ce sera pour l'offenser ou le tourmenter, mais l'être humain veut l'être humain et il le lui faut. La haine même rend un secret témoignage au prix du frère qu'elle poursuit. Le frapper, le blesser, le tuer sont autant de manières de lui démontrer qu'il importe au-delà de tout et qu'on est incapable de se passer de lui. »

De façon souvent atroce l'homme moderne apporte la preuve qu'il est incapable de se passer de son semblable. Nous ne croyons pas que l'on fera disparaître le mal en soignant (à la matraque) ses symptômes. Il nous faut au contraire proposer un projet de civilisation communautaire que le système actuel, soumis à la logique de « l'entrepreneur-banquier » est bien incapable de concevoir.

Arnaud FABRE.

A NOS LECTEURS abonnements de vacances

En raison des fêtes, le journal ne paraîtra pas la semaine du 15 août.

Pendant les vacances nos lecteurs au numéro risquent de ne pas trouver la « N.A.F. » en vente dans leurs kiosques habituels. Aussi nous vous proposons une formule d'**abonnement de vacances** : abonnement de trois mois pour la somme de 15 F. Pour profiter de cette offre, il vous suffit d'utiliser le bulletin d'abonnement normal inclus dans ce numéro, en y portant la mention **abonnement de vacances**.

abonnements

L'augmentation des charges d'impression va nous contraindre à modifier prochainement nos tarifs d'abonnement. Pour continuer à bénéficier encore du tarif actuel, nos abonnés peuvent renouveler par anticipation. D'autre part, les abonnés dont la bande du journal porte la mention 8/72 ou 8/73 voient leur abonnement arriver à expiration. Des frais importants de secrétariat et de poste nous seront évités si ces personnes règlent **spontanément** leur réabonnement sans attendre d'avis de notre part.



la n.a.f. pendant les vacances

arsenal

37 % seulement des lecteurs de la N.A.F. connaissent ARSENAL !

Faites-vous partie de cette élite ?

Si OUI, le meilleur service que vous pouvez nous rendre est de faire connaître « Arsenal » autour de vous pendant vos vacances.

Si NON, ne tardez plus pour profiter de notre offre spéciale : Un spécimen gratuit d'« Arsenal » à tout lecteur de la N.A.F. qui en fera la demande écrite.

ARSENAL, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

sommaire juillet - août

CIBLE

Comme l'a déclaré M. Messmer, le projet de loi sur la libéralisation de l'avortement « constate simplement l'état de la société dans laquelle nous vivons ». Il ne pensait pas si bien dire.

THEME

Les loisirs : Sommes-nous sur le chemin de la « civilisation des loisirs » grâce à l'évolution de la société industrielle ? Ou bien sur celui d'une aliénation renforcée par la consommation massive d'un « loisir-marchandise » ? Le loisir d'aujourd'hui n'est-il pas avant tout vécu comme la fuite hors d'un quotidien devenu insupportable ? Le « divertissement » n'éloigne-t-il pas des leviers de responsabilité qui permettraient de changer la vie ?

IDEES

Georges Bernard retrace, dans une première étude, le cheminement de la dialectique althussérienne à l'œuvre dans l'étude de la pensée du jeune Marx.

A l'heure où de nouvelles communautés cherchent à s'enraciner dans une tradition recouvrée, n'est-il pas indispensable d'étudier « le folklore », un phénomène qu'il nous faut saisir dans sa complexité et situer dans sa véritable dimension ?

TENDANCE

L'horaire variable : libération du travailleur ou moyen sophistiqué d'aliénation mis au point par le capitalisme moderne ?

— Du 6 au 10 septembre, session philosophie. En Bretagne.

— Du 15 au 16 septembre, session générale des cadres de la N.A.F. : lignes d'action pour 1973-1974, principes et application. Cette session aura lieu en Bretagne.

Toutes ces sessions ne sont destinées qu'à un nombre limité de militants. La Direction générale se réserve le droit de refuser telle ou telle candidature. Toute demande de renseignements complémentaires doit être adressée à la N.A.F. ainsi que les demandes d'inscription.

AVIGNON

La section d'Avignon peut recevoir les militants susceptibles d'être dans cette ville pendant le festival pour y faire une propagande N.A.F. du 15 juillet au 10 août.

Un lieu de campement est prévu à 13 km d'Avignon avec vestiaires et douches, mis gratuitement à notre disposition. Machine à écrire et ronéo seront à la disposition des militants. Le séjour de ceux-ci peut être plus ou moins long selon leurs possibilités. Pour tous renseignements s'adresser à M. J.-J. Boisserolle, N.A.F., 13, rue Noël-Biret, Avignon.

réseau de distribution

Même pendant les vacances, vous trouverez la « N.A.F. » en vente :

AIX-EN-PROVENCE

— Maison de la Presse, cours Mirabeau.

AJACCIO

— Tabac - Papeterie, boulevard Albert-I^{er}.

ANGERS

— Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

BLOIS

— Principaux kiosques.

GRENOBLE

— Bureau de tabac, 22, avenue Albert-I^{er}.
— Papeterie-Mercerie, 51, boulevard Clemenceau.
— Bureau Tabac, boulevard Emmanuel-Mounier.
— K'store Librairie, cours Berriat.
— France-Agence, 6, place Victor-Hugo.

LORIENT

— Maison de la Presse, 18, rue des Fontaines.

LYON

— Librairie, 1, rue de Marseille.
— Maison de la Presse, 68, rue de la

LE MANS

— Principaux kiosques.

MEYLAN

— Bureau Tabac, avenue de la Plaine-Fleurie.

NANCY

— Tabac - Journaux Carnot, 1, rue de Serre.

ORLEANS

— Principaux kiosques.

PARIS (1^{er})

— Librairie Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (10^e)

— Librairie, 226, rue du Faubourg-Saint-Martin.

RENNES

— Maison de la Presse, 7, place du Colombier.
— M. Buchet, 12, rue d'Entrain.
— Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.

ROUEN

— Librairie Demanneville, 30, rue Jeanne-d'Arc.
— Librairie Elie, 42, rue de la République.
— Librairie Toutain, 48, rue Ganterie.
— Drugstore D 1, 2, rue Beauvoisine.

religion et société

III. réponse à jean fourastié

(suite)

Quelle peut être l'efficacité du « politique » et des instances politiques dans la restauration du sacré ?

Récemment dans un débat à la radio, le cardinal Danielou faisait observer que la réflexion politique contemporaine débouchait nécessairement sur le sacré, le religieux. Beaucoup de chrétiens, clercs ou non, semblent ne pas le comprendre. Qu'un Jean Fourastié aujourd'hui le leur rappelle constitue un paradoxe significatif. Le mal dont souffre la société moderne se définit essentiellement par la crise du sens et la mort de l'espérance. Le fonction magistériel dévolue aux clercs qui dans toute société éclaire l'existence, définit les valeurs, informe les mœurs, devrait porter remède à cette crise. Ce n'est manifestement pas le cas aujourd'hui.

L'IMPORTANCE DU RITE

La preuve ? Un simple article d'un sociologue dans une des aimables chroniques du « Figaro » dont la substance est en général fort légère a déclenché un véritable mouvement d'opinion : avalanche de courrier, répercussion en chaîne dans l'ensemble de la presse. Il a suffi d'une allusion à une cérémonie religieuse à Saint-Eustache. Et pourtant ? Au siècle de l'atome et de l'électronique, les esprits forts pourraient se moquer : qu'importe la liturgie, le rite ! Les théologiens d'avant-garde se sont eux-mêmes chargés de dévaloriser la « religion », expression naturelle de la naïveté d'une humanité plongée dans les ténèbres de l'obscurantisme. L'expression pure et nue de la Foi, sans médiation, la médiation liturgique étant plus ou moins soupçonnée d'esprit magique, devrait suffire selon certaines écoles pour assurer le rapport de l'homme à Dieu.

Jean Fourastié n'est pas d'accord : « La plupart des prêtres d'aujourd'hui sous-estiment l'importance du rite ; leur conception du rite est inférieure à celle de l'homme moyen, même « incroyant » ; le pasteur a tout à apprendre de ses ouailles... Les rites sont l'ensemble des

attitudes et des actes qui font reconnaître, participer et bénéficier du surnaturel. » Il est assez prodigieux de penser qu'un sociologue sans compétences théologiques se trouve contraint de rappeler ces évidences.

Fourastié reconnaît lui-même ses limites. Son ambition n'est que de provoquer des réactions salutaires. On serait donc mal venu de lui reprocher quelques maladresses, voire même quelques erreurs. Ainsi, son expression « la révélation se poursuit » pourrait prêter à équivoque. Pour la théologie catholique, la révélation s'achève avec la mort du dernier apôtre. C'est l'explication du message révélé qui ne cesse de se poursuivre. De même, on peut discuter la conception de Fourastié sur le contenu du message biblique. On doit même la discuter, tant ses implications sont importantes.

« ... Il est vain et à la réflexion malhonnête et scandaleux de prétendre extraire d'un texte écrit il y a 1.800 ans des informations autres que celles qu'il a apportées à nos ancêtres. De même qu'il serait fallacieux de prétendre tirer la théorie des quanta d'un traité de physique de 1850, ou d'un manuel écrit aujourd'hui pour des élèves de septième. » A la lettre, il n'y a rien à redire à cela. Pourtant, une erreur fondamentale de perspective se dessine. Le contenu du message biblique ne touche ni de près, ni de loin à la théorie des quanta ou à celle de la nature du système solaire.

Beaucoup d'intellectuels ou de savants n'ont pas dépassé l'affaire Galilée. Leur rappel constant de cet épisode au demeurant fort mince est plus que symptomatique. Au mieux ils sont encore au stade des polémiques du début du siècle dont l'œuvre du père Teilhard de Chardin nous donne un écho assez significatif. En réponse à l'incrédulité moderne et au scientisme étroit de l'époque, certains théologiens crurent utile de rechercher dans la Bible, ce qui pourrait rappeler les théories les plus modernes des différentes sciences de la nature. Cela donne des choses fort curieuses.

C'est ainsi que le défunt cardinal Liénart, réputé homme de progrès, s'efforçait de découvrir dans la Genèse tout un traité géologique !

on était en plein délire « concordiste ». C'était peine perdue. La Bible ne pouvait donner ce qu'elle ne recélait pas.

Le seul message de la Bible, unique, irremplaçable touchait au destin de l'homme, à son origine, au mystère de sa condition. C'est ce message qui demeure irremplaçable aujourd'hui, message que rien ne saurait suppléer.

NON A LA FONCTION RELIGIEUSE DE L'ETAT

Si l'on admet que l'absence du sacré dans la société moderne explique fondamentalement la crise moderne, une question se pose. Quelle peut être l'efficacité du « politique » et des instances politiques dans la restauration du sacré.

Ici, il importe de se garder soigneusement d'une erreur qui conduirait droit à une nouvelle théocratie ou à une sorte de totalitarisme idéologique, erreur dont l'école traditionaliste ne s'est pas toujours suffisamment gardée. L'Etat n'a pas directement de fonction religieuse. Un pape que l'on ne saurait soupçonner de tendresse pour le laïcisme a un jour parlé d'une saine laïcité de l'Etat. Il faut se tenir à cette saine laïcité sous peine de déviations graves.

Par contre, l'instance politique pourvu qu'elle garde sa stricte autonomie, ce qui n'est pas le cas présentement, peut avoir un rôle indirect fondamental. Faire respecter la distinction des fonctions entre les ordres qui font la substance d'une société et dont aucun ne saurait absorber l'autre ou lui suppléer. En clair, il s'agit aujourd'hui de libérer l'espace du sacré dont l'ordre des marchands s'est emparé pour le restituer à qui de droit. Qui de droit s'en ressaisira-t-il ? C'est une autre question, dont la réponse n'appartient pas, ne saurait appartenir à l'Etat.

Pourtant, il importe de distinguer entre la séparation des fonctions et des pouvoirs et la vie même de la cité. L'attachement à une tradition, à une nation ne sauraient se ramener à quelques principes rationalistes. Etre de France, cela représente des sentiments, une poésie fondamentale à la racine même du langage, à l'origine, à la naissance de l'individu. On ne peut que faire référence à la réponse de Pierre Bou-tang à notre enquête sur la monarchie, réponse qui restituait à notre nationalisme toutes ses dimensions.

On abuse peut-être un peu trop en ce moment de la notion d'enracinement. Elle n'est pas moins significative. Il faudrait de nouveau la creuser pour lui restituer toute sa force ontologique. De même que le biologique humain passe infiniment le biologique, de même le politique passe infiniment la politique.

Le retour à une authentique philosophie politique permet ainsi de restituer à la cité toutes ses dimensions, de rendre à l'existence humaine sa valeur en la reliant au sacré dont la cité est porteuse.

Mais au niveau des moyens, de notre propre tâche quotidienne ? A ce niveau plus prosaïque mais indispensable, il s'agit, écrivait Maurras à Massis, non pas de créer des héros et des saints, mais de permettre à la sainteté et à l'héroïsme de s'épanouir.

Gérard LECLERC.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs) soutien 100 frs)
Nom Prénom
Adresse Profession

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris